

« Mondialisation et grands pays émergents : la concurrence de la Chine et de l'Inde détruit-elle des emplois ? »

29 mai 2007

Les termes du débat

L'intégration dans l'économie mondiale de la Chine et de l'Inde a eu pour effet de mettre leurs réserves immenses de main-d'œuvre sur le marché du travail, faisant passer le nombre de travailleurs mobilisables de 1,5 milliard à 3 milliards d'individus. Selon l'économiste Richard Freeman¹, ce « grand doublement », sans augmenter d'autant le capital disponible, modifie radicalement le rapport de force entre capital et travail en faveur du premier. Les conséquences sur le marché du travail des pays développés sont multiples.

L'irruption de ces grands émergents sur la scène économique mondiale transforme rapidement la nature de la concurrence internationale. On savait, notamment depuis le théorème de Stolper et Samuelson formalisé en 1941², que la concurrence des pays qui produisent des biens intensifs en travail, grâce à une main-d'œuvre bon marché, exerce une pression à la baisse sur les salaires des travailleurs moins qualifiés dans les pays développés. Il devient évident aujourd'hui que la concurrence des grands pays émergents, à bas salaires, s'exerce non seulement dans les industries traditionnelles intensives en travail non qualifié, mais de plus en plus dans les secteurs des nouvelles technologies, les industries et les services qui exigent une main-d'œuvre qualifiée. La Chine est le premier exportateur d'équipements en technologies de l'information et de la communication (TIC), et l'Inde est l'un des plus grands exportateurs de services liés aux TIC. Les deux pays accueillent de plus en plus de centres de R & D créés par les entreprises multinationales.

Il reste que ces géants démographiques ont des ressources humaines relativement limitées pour les niveaux de qualifications les plus élevés. Par ailleurs, des économistes tels que Gene Grossman et Esteban Rossi-Hansberg³, ont mis en avant dans un article de 2006 un « effet productivité » qui vient nuancer, voire compenser l'effet Stolper-Samuelson. Ils montrent ainsi que la plupart des entreprises qui délocalisent gagnent en productivité et en profitabilité, et qu'elles ont donc une plus grande propension à se développer que les autres, ce qui devrait avoir un effet bénéfique sur les emplois comme sur les salaires, y compris pour la main-d'œuvre non qualifiée des pays développés.

Dans ce contexte de concurrence internationale, que peuvent faire les économies développées ? L'industrie textile dans les pays de l'OCDE et tout particulièrement en France est depuis longtemps soumise à la concurrence des pays à bas salaires et elle a, sous cette pression, procédé à de profondes restructurations, inventé des produits nouveaux comme les textiles techniques, révolutionné les processus de fabrication ; elle est devenue un secteur à forte valeur ajoutée demandant des compétences pointues

Certes, pour protéger les emplois, des tentations protectionnistes existent, mais il semble que la seule solution à long terme soit de conserver l'avantage technologique et d'encourager la différenciation des produits. Investir massivement dans la recherche et le développement, comme le préconise la stratégie de Lisbonne en Europe, est nécessaire. À court terme, pour indemniser les salariés qui ont perdu leur emploi à cause d'une délocalisation, un Fonds Européen d'Ajustement à la Mondialisation a été créé. D'autres pistes doivent être explorées.

¹ Richard Freeman (2006), « The Great Doubling : the Challenge of the New Global Labor Market », disponible sur le site du Groupe d'analyses de la mondialisation : http://emlab.berkeley.edu/users/webfac/eichengreen/e183_sp07/great_doub.pdf.

² Wolfgang Stolper et Paul Samuelson (1941), « Protection and Real Wages », *Review of Economic Studies*, vol. 9.

³ Gene Grossman et Esteban Rossi-Hansberg (2006), « Trading Tasks : A Simple Theory of Offshoring », *NBER Working Paper* n° 12721.